

REPRISE DE LA SÉANCE

LA SÉANCE REPREND À 8 HEURES

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, avant l'heure du dîner, je prétendais que le gouvernement, au lieu d'accorder des subventions aux industries qui seront touchées par la surtaxe de 10 p. 100 annoncée par le président Nixon, devrait plutôt abolir la fameuse taxe d'accise, dont nous ne sommes pas les seuls à réclamer l'abolition. Parmi les recommandations proposées, nous demandons, comme je l'ai d'ailleurs fait cet après-midi, que soit abolie la taxe de vente sur les matériaux de construction. L'honorable ministre des Finances s'y oppose depuis plusieurs années, mais il devra éventuellement réviser ses positions à propos de cette taxe qui empêche la construction de maisons, la réduction du prix des habitations, ce qui permettrait à un plus grand nombre de gens de se procurer des matériaux pour la construction domiciliaire.

Quant à l'autre solution que je mentionnais cet après-midi, elle fut préconisée il y a quelques jours seulement, le 3 septembre, par le président de la compagnie Chrysler du Canada, M. Ron Todgham, à l'occasion de la démonstration des nouvelles voitures 1972.

[Traduction]

M. Ron W. Todgham, président de la Chrysler Canada Ltée de Windsor, a laissé entendre hier que le Canada devrait supprimer la taxe de vente fédérale de 12 p. 100 en vue de stimuler l'économie.

«Si, a-t-il dit, les États-Unis dont les taux d'impôt sont inférieurs aux nôtres, ont jugé qu'il était impérieux d'adopter des mesures aussi radicales que celles dont nous avons été témoins le mois dernier, il se peut que le Canada ait atteint le point de non-retour étant donné les répercussions que pourront avoir les mesures prises par les États-Unis sur l'activité économique du Canada.»

[Français]

Monsieur l'Orateur, nous ne sommes donc pas les seuls à préconiser l'abolition de la taxe d'accise de 12 p. 100. Cela contraste avec la suggestion du chef du Nouveau parti démocratique, comme le rapportait *La Presse* du 4 septembre, et je cite:

Lewis réclame une taxe de 10 p. 100 sur l'exportation des ressources naturelles.

Le chef du Nouveau parti démocratique déclarait que le Canada n'est pas une république de bananes ou un pays faible. Nous savons que ce n'est pas une république de bananes, mais nous savons aussi que nous avons besoin d'acheter des bananes des États-Unis assez souvent.

En ce qui a trait à la faiblesse du Canada, elle dépend surtout du manque de responsabilité du gouvernement, qui a peur de s'attaquer aux problèmes véritables. Même si l'on présentait 100 bills n° C-262, visant chacun à accorder 80 millions de dollars, ce qui constituerait une somme énorme, cela ne solutionnerait pas encore le problème.

On peut aider l'industrie à produire davantage, oui, mais le problème, ce n'est pas tant de produire davantage que de distribuer la production déjà existante. Et cette production-là devrait, au sens des créditistes, atteindre premièrement les consommateurs canadiens. Pas les consommateurs américains! La solution créditiste est simple, on se l'est fait dire assez souvent. Le ministre des Finances nous l'a répété souventes fois; c'est simple, mais on ne se donne pas la peine d'en faire l'essai. On a essayé

toutes sortes de «patentes». On en essaie encore. Pour maintenir quoi? Zéro. Le ministre des Finances est fort au courant de la situation actuelle vis-à-vis des États-Unis. Elle ne s'améliorera pas, loin de là, même si l'on consentait des centaines de millions de dollars aux industries qui seront touchées par les exportations ou par les importations américaines.

Monsieur l'Orateur, la solution créditiste est l'escompte compensé au consommateur. L'abolition de la taxe d'accise de 12 p. 100 serait une sorte d'escompte compensé.

Je vois, à son siège, le ministre de l'Agriculture (M. Olson), un créditiste convaincu qui, depuis qu'il est devenu libéral, n'a pas le droit de se lever pour parler des solutions créditistes, bien qu'il les connaisse aussi bien que moi.

L'autre point que je désire signaler, c'est la distribution d'un dividende basé sur la production canadienne, et non pas sur la production américaine. Ce dividende devrait être basé sur la production agricole de chez nous, la production des meubles, des vêtements, le développement de nos ressources naturelles.

Je parlais cet après-midi du vaste projet de la baie James, qui coûtera peut-être six ou sept milliards, et nous allons voir le gouvernement canadien et le gouvernement du Québec aller s'agenouiller à New York, devant M. Rockefeller, pour lui demander les moyens financiers de développer la baie James, dans le nord de la province de Québec, du Canada.

Monsieur l'Orateur, que le ministre des Finances dise donc tantôt, dans son discours, pourquoi nous ne pouvons utiliser des crédits canadiens, faits par la Banque du Canada, en vue de lancer le projet fantastique de la baie James! Pourquoi cela? Est-ce qu'un chèque canadien est différent d'un chèque américain? Les Américains basent leurs six milliards sur les richesses de la baie James, tandis que nous, Canadiens, nous ne serons pas assez intelligents pour faire la même chose.

• (8.10 p.m.)

Monsieur l'Orateur, la solution proposée par le gouvernement nuira à l'expansion économique du Canada. Et l'article 15 de ce bill, qui a été mentionné cet après-midi par le chef du Nouveau parti démocratique, porte qu'indépendamment de la Commission que le gouvernement formera, il pourra accorder des subventions à des firmes qui se les auront vu refuser par le comité qu'on est en train de former. Le gouvernement pourra agir sous les ordres du gouverneur en conseil.

Monsieur l'Orateur, l'article 15 en est un de patronage politique. C'est qu'indépendamment de la Commission, le gouvernement aura le droit d'accorder des subventions à certaines entreprises. Le ministre de l'Agriculture fait signe que non. Il sera peut-être le premier à tripoter dans le patronage électoral à ce moment-là.

Monsieur l'Orateur, pourquoi une Commission, pourquoi un comité, si le gouvernement peut, aux termes de l'article 15, décider indépendamment de la Commission? Pourquoi cette Commission? Pour former d'autres bureaucrates? Voilà ce qu'on va faire avec les 80 millions! Ça va prendre une autre organisation de bureaucrates pour savoir si telle compagnie ne nous jouera pas. Le ministre de l'Industrie et du Commerce nous l'a dit cet après-midi. Il faudra surveiller, pour voir si certaines gens n'essayeront pas de nous jouer des tours.

Si le gouvernement décidait d'abolir la taxe d'accise, cela toucherait tout le monde. On n'aurait pas besoin